



Mise en œuvre par



APPEL D'OFFRES PUBLIC N° 83400338 POUR RECRUTEMENT D'UNE CONSULTANTE REGIONALE (H/F/D) CHARGE D'ADAPTER/ACTUALISER DANS LE CONTEXTE DE LA CEEAC, L'ETUDE SUR LES "NORMES INTERNATIONALES EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME ET GOUVERNANCE DES FRONTIERES"

1. Contexte

Les frontières mal définies (délimitées et démarquées) ainsi qu'un manque de coopération transfrontalière structurelle figurent, le plus souvent, parmi les risques de conflit sur le continent africain ; entravant ainsi la paix et la sécurité, l'intégration régionale, la croissance économique et le développement dans le cadre d'une paix durable.

Sur la base de ces impératifs, la CEEAC a lancé, en 2009, le Programme Frontières de la CEEAC qui s'inspire du Programme Frontières de l'Union Africaine (PFUA). Le Projet GIZ d'Appui au Programme Frontières de la CEEAC (APF/CEEAC) contribue à la mise en œuvre de ce Programme ; il fait partie du "Programme d'Appui aux Réformes et au Renforcement des Capacités Institutionnelles de la CEEAC" (PARCIC) de l'Union Européenne (EU). Ce projet GIZ est cofinancé par l'UE et le Ministère Fédéral Allemand des Affaires Etrangères (AA) et poursuit le but suivant : "*Soutenir le développement d'un cadre de coopération et renforcer les capacités régionales et nationales conformément aux lignes directrices du Programme Frontières de l'Union africaine, en tenant compte des spécificités de l'Afrique centrale*".

Parce qu'elle est perçue par le Projet APF CEEAC comme transversale, la thématique sur les droits de l'homme est prise en compte dans la mise en œuvre de ses trois axes d'intervention qui sont : (i) le renforcement des capacités de l'unité frontière de la CEEAC ; (ii) l'amélioration du cadre stratégique du Programme Frontières de la CEEAC et le renforcement des capacités des acteurs clés ; (iii) et l'amélioration de la délimitation/démarcation des frontières pilotes et le renforcement des cadres de coopération.

À la suite de l'intérêt des partenaires, le projet APF-CEEAC souhaite réviser, en coopération avec ceux-ci, une étude sur le thème des "Normes internationales en matière de Droits de l'Homme et Gouvernance des Frontières". L'objectif est d'adapter l'étude au contexte de la CEEAC et aux besoins thématiques respectifs en collaboration avec les autorités de l'Unité Frontière de la CEEAC et de préparer ainsi la production d'un manuel.

C'est dans ce contexte que le Projet APF-CEEAC de la GIZ recherche un.e **Consultant.e régionale**, pour les besoins d'adaptation et actualisation dans le contexte de la CEEAC, l'étude sur les "Normes internationales en matière de Droits de l'Homme et Gouvernance des Frontières".

2. Tâches à accomplir par le contractant

Le contractant est chargé de fournir les services suivants

- Revue de littérature sur les orientations éventuelles de la CEEAC en matière de droits de l'Homme ;
- Sur la base des orientations éventuelles de la CEEAC en matière de droits de l'Homme, identification des sujets à réviser dans le cadre de l'étude et des conclusions de l'évaluation.
- Adaptation proprement dite du document sur les droits de l'Homme selon le contexte de la CEEAC
- Modération d'une réunion avec le Projet GIZ et la CEEAC pour la présentation des adaptations de l'étude proposées

- Adaptation finale de l'étude après observations des partenaires de l'Unité Frontière de la CEEAC

En outre, le contractant est en contact permanent avec la GIZ et si nécessaire avec la CEEAC et rend compte de l'état d'avancement de la mise en œuvre à des intervalles déterminés par la GIZ.

Le contractant est chargé de mettre à disposition des livrables à la fin de son contrat

- Un guidebook français des « Normes internationales en matière de Droits de l'Homme et Gouvernance des Frontières dans le contexte de la CEEAC".

Période de contrat : 15.02.22 – 30.06.22

Milestone	Jours de travail
Rencontre virtuelle avec la GIZ pour préparer le travail	1
Rencontre physique avec la CEEAC à Libreville (Démarrage de la mission)	3
Revue de littérature sur les orientations de la CEEAC en matière de droits de l'Homme	4
Adaptation du document au contexte de l'Afrique centrale	5
Présentation du document à la CEEAC - Libreville (1 ^{er} Draft)	3
Ajustements éventuels de l'étude finale après observations et appropriation de la CEEAC	2
TOTAL	18

3. Qualifications, compétences et expérience requises

Qualifications

Diplômes : Maîtrise en sciences politiques ou en droit, ou en sociologie, ou en relations internationales avec une spécialisation en droits humains.

Expérience professionnelle

- Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle liés aux droits humains dont au moins 2 ans dans la coopération internationale en Afrique Centrale.
- Avoir été impliqué dans au moins 3 études sur les droits humains
- Avoir une bonne expérience professionnelle avec les organisations internationales (au moins 3 ans comme employé ou 2 contrats de consultation)

Autres connaissances/compétences

- Très bonne connaissance :
 - sur la gouvernance transfrontalière en Afrique Central
 - des droits de l'homme
 - de l'institution de la CEEAC
 - sur les zones transfrontalières en Afrique Centrale
- Expérience dans le travail avec des autorités étatiques en Afrique
- Une très bonne connaissance de la région d'intervention (Afrique centrale)
- Pratique courante (à l'oral et à l'écrit) du français, de très bonne notion de l'anglais sera un atout.

4. Critères d'évaluation des coûts

Consultant : 18 jours de travail

Cela ne comprend que les jours de travail et non les 4 jours de voyage à Libreville.

5. Voyage

Deux voyages à Libreville, Gabon, est prévu. Si le consultant vient de Libreville, le voyage n'est pas prévu.

6. Composition et dépôt des candidatures

Dossier administratif

- Dossier fiscal à jour suivants la législation de votre pays de résidence.
- Attestation et/ou Plan de Localisation
- Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

Il est précisé que s'il advient que l'adjudicataire soit fonctionnaire ou agent de l'Etat, il/elle doit inclure dans son dossier un engagement sur l'honneur de produire une autorisation de la hiérarchie (rang de Directeur) au plus tard 48 heures avant le début du contrat.

Si vous ne fournissez pas ou si vous fournissez un document administratif non valide, votre offre sera automatiquement disqualifiée.

Dossier technique

Il doit être constitué principalement de votre CV répondant au profil sollicité et en faisant attention à la grille d'évaluation technique (Annex 1) qui sera appliquée. Le CV ne doit pas dépasser 4 pages. Le CV doit clairement indiquer le poste et l'emploi que la personne proposée a occupé dans le projet de référence et pendant combien de temps.

Dossier financier

Il sera présenté exactement conformément au cadre budgétaire et de calcul des coûts indiqués (Annex 2). L'offre de prix doit être présentée **en EURO** et doit être détaillée.

Dans le contrat, le contractant n'a pas la prétention d'épuiser complètement les jours/voyages/ateliers/budgets. Le nombre de jours/voyages/ateliers et le montant du budget sont convenus dans le contrat comme des montants "jusqu'à". Les spécifications relatives à la tarification sont définies dans le tableau des prix.

Veillez noter qu'aucune information financière ne doit figurer dans le dossier administratif ou technique. Cela entraînera la disqualification automatique de votre offre

7. Composition et dépôt des candidatures

Les composantes ci-dessus du dossier de soumission seront envoyées à l'adresse CM_Quotation@giz.de au plus tard le **21 janvier 2022 à 23 h 59** en **un seul** e-mail contenant 3 dossiers PDF. Chaque fichier PDF doit être nommé comme suit : **83400338_Nom du Soumissionnaire_nom du dossier (dossier administratif, technique ou financière)**

Le mail de soumission aura pour objet **obligatoire** :

Dossier d'Appel d'Offres Public_N°83400338_Nom du Soumissionnaire.

La GIZ se réserve le droit de disqualifier votre offre pour non-respect des directives de soumission.

8. Evaluation des offres

Nous évaluerons les informations techniques et des offres financières reçues.

Après l'évaluation technique, seules les offres financières des soumissionnaires ayant **au moins 70%** dans l'évaluation technique seront ouvertes et évaluées. Les offres techniques inférieures à 70% seront considérées comme techniquement non acceptables. L'offre technique a une pondération de 70%, l'offre de prix de 30%.

9. Période et Durée de la Prestation

La prestation se déroulera pendant la période allant du **15 février** au **30 juin 2022**.

N.B : Les renseignements complémentaires concernant ce marché peuvent être obtenus en s'adressant par écrit **uniquement** à CM_Quotation@giz.de au plus tard le **10 janvier 2022 à 23 heures 59**. Une réponse unique à toutes les questions reçues avant le 10.01.2022 sera envoyée le **11.01.2021**.

Annex 1 – Grille d'évaluation technique

N°	Critère	Pondération en %
I	Formation	20
II	Expérience professionnelle	35
III	Expérience régionale/connaissance du pays	30
IV	Connaissance en langues (français)	15
Total de l'évaluation de la partie technique		100

Annex 2 – Cadre Budgétaire

N°	Désignation	Qté (Jours)	Prix unitaires (TTC) (H/J)	Montant total en Euro
I	Honoraire Expert	18		
II	Mission			
	Perdiem	6	52	
	Nuitée	8	92	
	Autre frais de voyages (A détailler)	4		
	Vols à Libreville	2		
Arrêté la présente offre à la somme de (en lettres) :				

Handwritten mark

Fait à Yaoundé, le 21 décembre 2021

